

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 34.713/4

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Secrétaire d'Etat à la Coopération au Développement, adjoint au Ministre des Affaires étrangères, le 15 janvier 2003, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet d'arrêté royal "portant création d'un service «Evaluation spéciale de la Coopération internationale»", a donné le 3 février 2003 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 34.713/4

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 15 januari 2003 door de Staatssecretaris voor Ontwikkelings-samenwerking, toegevoegd aan de Minister van Buitenlandse Zaken verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende de oprichting van een dienst «Bijzondere Evaluatie van de Internationale Samenwerking»", heeft op 3 februari 2003 het volgende advies gegeven :

Afin de respecter le délai d'un mois qui lui est imparti, la section de législation s'est limitée à l'examen de la compétence de l'auteur du texte qui lui est soumis, de la compatibilité de ce texte avec les règles d'intensité de force obligatoire supérieure, et de l'accomplissement des formalités préalables.

Sur ces points, il y a lieu de faire les observations ci-après.

Observation quant aux formalités préalables

En vertu de l'article 3, § 3, de l'arrêté royal en projet, l' "Evaluateur spécial" est soumis aux dispositions réglant le statut administratif des agents de l'Etat à l'exception toutefois des dispositions en matière d'évaluation de carrière et de recrutement, "sous réserve des dispositions applicables en matière de sécurité sociale aux agents qui ne sont pas pourvus d'une nomination à titre définitif".

Interrogée sur le sens exact de ce dernier membre de phrase, la déléguée du ministre a indiqué que la volonté est de rendre applicable à l'"Evaluateur spécial" le régime de sécurité sociale des travailleurs salariés pendant la durée de son mandat.

Or, en vertu de l'article 15 de la loi du 25 avril 1963 sur la gestion des organismes d'intérêt public de sécurité sociale et de prévoyance sociale, une telle disposition doit être soumise à l'avis du comité de gestion de l'Office national de sécurité sociale. Des pièces transmises au Conseil d'Etat, il n'apparaît pas que cette formalité ait été accomplie.

Dans l'hypothèse où l'accomplissement de cette formalité conduirait à une adaptation de la disposition concernée, il faudra à nouveau la soumettre à l'avis de la section de législation du Conseil d'Etat ⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Voir en ce sens l'avis 31.372/1, donné le 22 mars 2001, sur un projet d'arrêté royal "relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions de management et d'encadrement dans les services publics fédéraux".

Observations générales relatives au fondement légal

1. Il ressort du préambule de l'arrêté en projet que son fondement légal est notamment l'article 5 de la loi du 25 mai 1999 relative à la Coopération internationale belge qui habilite le Roi à déterminer

"les instruments nécessaires afin de garantir l'évaluation externe de la coopération internationale belge au regard des objectifs de la coopération internationale belge visés à l'article 3 et des critères de pertinence visés à l'article 4 ainsi que de l'aide publique belge au développement de l'Etat belge autre que celle de la coopération internationale belge, qui sera également évaluée au regard des critères de pertinence visés à l'article 4.

Le Ministre transmet à la Chambre des représentants et au Sénat un rapport annuel d'évaluation externe avant le 30 avril de l'année suivante; ce rapport sera accompagné de ses commentaires y relatifs".

Comme l'a indiqué la déléguée du ministre, la volonté du législateur est de confier cette évaluation à une entité qui doit jouir d'une indépendance par rapport au Gouvernement. Cette évaluation externe ne doit, en effet, pas être confondue avec les évaluations internes réalisées au sein des services de l'administration ayant en charge les dossiers de la coopération.

Afin de rencontrer cette exigence, l'arrêté en projet crée un "Service Evaluation spéciale" qui, bien que rattaché au Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement, sera directement dirigé par un "Evaluateur spécial", titulaire d'un mandat pour une durée de six ans renouvelable ⁽²⁾.

Pour remplir les missions d'évaluation qui lui sont confiées, cet évaluateur disposera du personnel visé à l'article 7 de l'arrêté royal du 3 juin 1999 portant règlement

⁽²⁾ Cet "Evaluateur spécial" sera considéré comme un agent statutaire temporaire à l'instar des titulaires d'une fonction de management dans la fonction publique fédérale.

organique du ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération internationale ainsi que d'autres membres du personnel du Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement qui seront mis également à sa disposition. Ces personnes seront directement placées sous l'autorité de cet évaluateur. Enfin, il lui appartient de déterminer les dépenses de fonctionnement de son service (article 5 du projet).

Quant à l'article 3, § 6, du projet, il dispose que

"L'Évaluateur spécial est chargé de la gestion journalière du service. Il dirige et accompagne les tâches mentionnées à l'article 2 et veille à l'exécution objective et impartiale."

Il est toutefois permis de se demander si la création de ce service "Évaluation spéciale" au sein du Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement répond adéquatement aux vœux du législateur en terme d'indépendance d'un tel service. En maintenant ce service ⁽³⁾ au sein du Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement, le Ministre dirigeant ce département est responsable politiquement et juridiquement des activités de ce service d'évaluation. Il est donc permis de s'interroger sur le contrôle qu'exercera ce Ministre par rapport aux activités de ce service d'évaluation.

Afin de mieux garantir l'indépendance de l' "Évaluateur spécial" vis-à-vis du Gouvernement, certaines dispositions du projet devraient être plus précises.

1.1. En vertu de l'article 3, § 1^{er}, alinéa 2, du projet, "l'évaluateur spécial ne peut être révoqué que par arrêté royal délibéré en Conseil de(s) ministres sur proposition du membre du Gouvernement qui a la Coopération au Développement dans ses attributions et du Ministre des Affaires étrangères". Cette disposition devrait indiquer quels sont les motifs objectifs d'une telle révocation et ainsi limiter le pouvoir discrétionnaire du Gouvernement.

⁽³⁾ lequel sera composé d'agents issus du même Service public fédéral.

Comme en a convenu la déléguée du ministre, le projet doit être plus explicite sur ce point.

1.2. Si la volonté est d'assurer une réelle indépendance au Service "Evaluation spéciale", il conviendrait aussi de spécifier certaines incompatibilités dans le chef de l'"Evaluateur spécial" notamment par rapport aux organismes dont il va évaluer les activités dans le domaine de la coopération internationale.

1.3. Par ailleurs, il serait également souhaitable que cet "Evaluateur spécial" exerce effectivement son mandat pendant les six années de sa désignation comme cela est prévu pour les fonctions de management au sein de la fonction publique fédérale. Ainsi, en vertu de l'article 14 de l'arrêté royal du 29 octobre 2001 relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions de management dans les services publics fédéraux, le titulaire d'une telle fonction ne peut obtenir certains congés pendant son mandat comme, par exemple, un congé pour accomplir certaines prestations au bénéfice des groupes politiques reconnus au sein des différentes assemblées législatives ou pour exercer une fonction dans une cellule stratégique ou dans un cabinet d'un ministre ou d'un secrétaire d'Etat ou dans le cabinet du président ou d'un membre du Gouvernement d'une entité fédérée. Il convient de surcroît d'éviter que l'"Evaluateur spécial" puisse être dans un lien de subordination tant par rapport au pouvoir législatif que par rapport au pouvoir exécutif.

2. L'article 3, § 2, du projet définit les conditions prises en considération pour pouvoir être désigné en qualité d'"Evaluateur spécial". Parmi ces conditions, il est notamment requis de pouvoir "faire preuve d'une expérience déterminée par le Membre du Gouvernement qui a la Coopération au développement dans ses attributions".

Telle qu'elle est formulée, cette condition laisse un très large pouvoir discrétionnaire au Membre du Gouvernement précité, de sorte que l'égal accès aux emplois

.../...

publics consacré à l'article 10 de la Constitution peut être méconnu. Il conviendrait dès lors que l'arrêté en projet soit plus précis quant au contenu de l'expérience ainsi exigée.

Par ailleurs, le texte est également silencieux sur la procédure de sélection elle-même qui, doit, au regard de l'article 10 de la Constitution, donner des garanties d'objectivité ⁽⁴⁾.

Le projet doit, en conséquence, être complété sur ces points.

3. En vertu de l'article 56, § 1^{er}, des lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative, "les arrêtés (...) royaux sont rédigés en français et en néerlandais". Il faut considérer que la publication dans ces deux langues constitue un élément de la "forme déterminée par la loi" nécessaire pour qu'en application de l'article 190 de la Constitution un arrêté d'administration générale soit obligatoire. En vertu de l'article 76, §§ 1^{er} et 3, de la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, le Roi arrête les traductions officielles des arrêtés et

⁽⁴⁾ Ainsi, en vertu de l'article 9, § 3, de l'arrêté royal du 22 décembre 2000 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des services des gouvernements de communautés et de régions et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent, "(...) Le recrutement et la sélection s'effectuent sur la base d'un système de recrutement objectif qui, quant à sa forme et son contenu, offre les garanties nécessaires en matière d'égalité de traitement, d'interdiction de l'arbitraire, d'indépendance et d'impartialité".

règlements qui , dans les limites des crédits budgétaires ⁽⁵⁾, sont établies par le commissaire d'arrondissement compétent pour la région de langue allemande; ces traductions officielles doivent être publiées au Moniteur belge.

Or, l'article 2, § 2, du projet fait référence à la charte du "Service d'Evaluation spéciale" qui est intitulée "DAC Principles for Evaluation of Development Assistance" et annexée à l'arrêté en projet. Ce document est intégralement rédigé en anglais. Il appartient dès lors à l'auteur du projet de joindre une traduction de ce document en français et en néerlandais au moment de la publication de l'arrêté royal en projet au Moniteur belge.

Il résulte des dispositions précitées des lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative et de la loi du 31 décembre 1983 qu'une version française et néerlandaise de cette charte doit être annexée à l'arrêté en projet lorsqu'il sera publié et qu'ultérieurement la traduction officielle en allemand de l'arrêté, qui sera publiée au Moniteur belge, devra comprendre la même annexe traduite dans cette langue.

⁽⁵⁾ Il est rappelé à cet égard que, par son arrêt n° 59/94, du 14 juillet 1994 (cons. B.5.3 et dispositif), la Cour d'arbitrage a interprété comme suit l'article 76, § 1^{er}, de la loi du 31 décembre 1983 :

"Comme la réserve relative aux limites des crédits budgétaires ôterait toute portée normative à la disposition critiquée si elle était prise à la lettre et ne se justifie que par l'importance de l'arriéré, cette réserve doit être entendue comme relative aux seuls textes antérieurs à la date d'entrée en vigueur de l'article 16 de la loi du 18 juillet 1990, c'est-à-dire le 1^{er} janvier 1989; ces textes doivent être traduits progressivement en fonction de l'importance qu'ils présentent pour les habitants de la région de langue allemande.

Par contre, pour ce qui est des textes postérieurs à cette date, leur traduction doit être systématique et suivre leur publication au Moniteur belge, étant entendu que le commissaire d'arrondissement dispose du délai nécessaire pour établir et diffuser cette traduction."

Observations sur le texte néerlandais du projet

Le texte néerlandais du projet est susceptible d'amélioration. Ainsi, par exemple, on écrira à l'article 1^{er} "... die uit ambtelijk oogpunt onder het gezag valt van de voorzitter ...". A l'article 2, § 2, alinéa 1^{er}, on écrira "conform" au lieu de "conform aan". A l'article 3, on écrira "bij een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad"; cette observation vaut pour l'ensemble du projet. A l'article 2, § 2, on écrira "... en legt de termijn vast waarbinnen de kandidaturen moeten worden ingediend". Au paragraphe 3 du même article, on écrira "in de stand verlof wegens opdracht" au lieu de "in verlof voor opdracht". Au paragraphe 4 du même article, on écrira "De wedde van de Bijzonder Evaluator wordt vastgesteld ...". A l'article 4, alinéa 2, on écrira "... binnen een maand ... aan het parlement over te zenden". A l'article 6, on remplacera le mot "aangeduid" par le mot "aangewezen".

Teneinde de termijn van een maand na te leven die haar is toegemeten, heeft de afdeling Wetgeving zich beperkt tot het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de aan haar voorgelegde tekst, van de verenigbaarheid van deze tekst met hogere regels, alsmede van de vraag of aan de voorafgaande vormvereisten is voldaan.

Wat deze punten betreft, dienen de volgende opmerkingen te worden gemaakt.

Opmerking betreffende de voorafgaande vormvereisten

Krachtens artikel 3, § 3, van het ontworpen koninklijk besluit gelden voor de "Bijzonder Evaluator" de bepalingen tot regeling van het administratief statuut van het rijkspersoneel, met uitzondering echter van de bepalingen inzake evaluatie, loopbaan en werving, "onder voorbehoud van de bepalingen die inzake sociale zekerheid van toepassing zijn op de niet-vastbenoemde personeelsleden".

Naar aanleiding van een vraag betreffende de juiste betekenis van het laatste deel van die zin, heeft de gemachtigde van de minister aangegeven dat het de bedoeling is dat de "Bijzonder Evaluator" gedurende zijn mandaat onder het socialezekerheidsstelsel van de werknemers valt.

Krachtens artikel 15 van de wet van 25 april 1963 betreffende het beheer van de instellingen van openbaar nut voor sociale zekerheid en sociale voorzorg dient zulk een bepaling evenwel ter fine van advies te worden voorgelegd aan het beheerscomité van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid. Uit de stukken die aan de Raad van State zijn voorgelegd, blijkt niet dat aan dat vormvereiste is voldaan.

Mocht het vervullen van dat vormvereiste leiden tot een aanpassing van de betrokken bepaling, dan zal ze opnieuw aan het advies van de afdeling Wetgeving van de Raad van State dienen te worden voorgelegd ⁽¹⁾.

Algemene opmerkingen betreffende de rechtsgrond

1. Uit de aanhef van het ontwerpbesluit blijkt dat de rechtsgrond ervan onder meer artikel 5 van de wet van 25 mei 1999 betreffende de Belgische internationale samenwerking is, waarbij de Koning gemachtigd wordt tot het vaststellen van

"de instrumenten (...) welke nodig zijn om de externe evaluatie te verzekeren van de Belgische internationale samenwerking in het licht van de objectieven van de Belgische internationale samenwerking, zoals bedoeld in artikel 3, en van de criteria voor ontwikkelingsrelevantie, bedoeld in artikel 4, alsmede van de overige Belgische officiële ontwikkelingshulp van de Belgische Staat - andere dan die van de Belgische internationale samenwerking - welke eveneens zal geëvalueerd worden in het licht van de criteria voor ontwikkelingsrelevantie, bedoeld in artikel 4.

Een jaarverslag van de externe evaluatie wordt door de minister vóór 30 april van het daaropvolgend jaar ongewijzigd aan de Kamer van volksvertegenwoordigers en aan de Senaat overgezonden, vergezeld van zijn commentaar bij dit jaarverslag."

Zoals de gemachtigde van de minister heeft aangegeven, is het de bedoeling van de wetgever die evaluatie toe te vertrouwen aan een entiteit die onafhankelijk is ten opzichte van de regering. Die externe evaluatie mag immers niet worden verward met de interne evaluaties die uitgevoerd worden binnen de diensten van het bestuur dat met de samenwerkingsdossiers is belast.

⁽¹⁾ Zie in deze zin advies 31.372/1, dat op 22 maart 2001 is uitgebracht over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de aanduiding en de invulling van de management- en staffuncties in de federale overheidsdiensten".

Om aan dat vereiste te voldoen, wordt bij het ontworpen besluit een dienst "Bijzondere Evaluatie" opgericht die, hoewel hij aan de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelings-samenwerking verbonden zal zijn, rechtstreeks zal worden geleid door een "Bijzonder Evaluator", aangewezen voor een hernieuwbaar mandaat van zes jaar ⁽²⁾.

Voor het uitoefenen van de evaluatietaken die aan hem worden toevertrouwd, zal die evaluator beschikken over het personeel bedoeld in artikel 7 van het koninklijk besluit van 3 juni 1999 houdende het organiek reglement van het Ministerie van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Internationale Samenwerking, alsook over andere personeelsleden van de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking die hem eveneens ter beschikking zullen worden gesteld. Die personen zullen onder het rechtstreeks gezag van die evaluator komen te staan. Ten slotte staat het aan hem de werkingskosten van zijn dienst te bepalen (artikel 5 van het ontwerp).

Artikel 3, § 6, van het ontwerp, zijnerzijds, luidt als volgt :

"De Bijzonder Evaluator wordt belast met de dagelijkse leiding van de dienst. Hij stuurt en begeleidt de onder artikel 2 vernoemde opdrachten en waakt over de objectieve en onpartijdige uitvoering ervan."

De vraag rijst evenwel of de oprichting van die dienst "Bijzondere Evaluatie" bij de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking een passend antwoord is op de wensen van de wetgever inzake de onafhankelijkheid van zulk een dienst. Doordat die dienst ⁽³⁾ opgericht wordt binnen de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking, is de minister die dat departement leidt politiek en juridisch

⁽²⁾ Die "Bijzonder Evaluator" zal worden beschouwd als een tijdelijk personeelslid in rechtspositioneel verband, zoals de houders van een managementfunctie bij de federale overheidsdiensten.

⁽³⁾ Die dienst zal bestaan uit personeelsleden die uit diezelfde Federale Overheidsdienst afkomstig zijn.

verantwoordelijk voor de activiteiten van die evaluatiedienst. De vraag is dan ook welke soort controle die minister op de activiteiten van die evaluatiedienst zal uitoefenen.

Om de onafhankelijkheid van de "Bijzonder Evaluator" ten aanzien van de regering beter te garanderen, zouden sommige bepalingen van het ontwerp nauwkeuriger moeten worden gesteld.

1.1. Krachtens artikel 3, § 1, tweede lid, van het ontwerp "kan (de Bijzonder Evaluator) enkel afgezet worden middels een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit op voorstel van het Regeringslid tot wiens bevoegdheid Ontwikkelingssamenwerking behoort en van de Minister van Buitenlandse Zaken". In die bepaling zouden de objectieve redenen van zulk een afzetting moeten worden aangegeven om zo de discretionaire bevoegdheid van de regering in te perken.

Zoals de gemachtigde van de minister heeft beaamd, moet het ontwerp op dit punt explicieter zijn.

1.2. Als het de bedoeling is de dienst "Bijzondere Evaluatie" echte onafhankelijkheid te garanderen, zou tevens moeten worden voorzien in een aantal onverenigbaarheden van de "Bijzonder Evaluator", inzonderheid ten aanzien van de instanties waarvan hij de activiteiten op het gebied van de internationale samenwerking zal moeten evalueren.

1.3. Voorts is het eveneens raadzaam te bepalen dat deze "Bijzonder Evaluator" tijdens de zes jaar dat hij aangesteld is zijn mandaat effectief uitoefent, zoals dat voorgeschreven is voor de managementfuncties binnen de federale overheidsdiensten. Zo bepaalt artikel 14 van het koninklijk besluit van 29 oktober 2001 betreffende de aanduiding en de uitoefening van de managementfuncties in de federale overheidsdiensten bijvoorbeeld dat de houder van een managementfunctie tijdens zijn mandaat bepaalde verlopen niet kan krijgen, zoals bijvoorbeeld een verlof voor het verrichten van bepaalde prestaties ten behoeve van erkende politieke groepen in de onderscheiden wetgevende assemblees of om een ambt uit te oefenen in een cel beleidsvoorbereiding, in het kabinet van een minister of een staatssecretaris of in het kabinet van de voorzitter of een lid van de regering van een deelgebied. Bovendien behoort te worden voorkomen dat de

.../...

"Bijzonder Evaluator" in een verhouding van ondergeschiktheid kan staan ten opzichte van de wetgevende macht of de uitvoerende macht.

2. In artikel 3, § 2, van het ontwerp worden de voorwaarden bepaald die in aanmerking worden genomen om als "Bijzonder Evaluator" te worden aangesteld. Een van die voorwaarden is onder andere "blijk geven van een ervaring die bepaald wordt door het Regeringslid tot wiens bevoegdheid Ontwikkelingssamenwerking behoort".

Zoals die voorwaarde gesteld is, wordt daarbij aan het voormelde regeringslid een zeer ruime discretionaire bevoegdheid gelaten, zodat het beginsel van gelijke toegang tot openbare betrekkingen, vervat in artikel 10 van de Grondwet, daardoor kan worden geschonden. Bijgevolg dient het ontworpen besluit nauwkeuriger te bepalen wat de aldus geëiste ervaring inhoudt.

Voorts wordt in de tekst evenmin iets gezegd over de selectieprocedure zelf, die gelet op artikel 10 van de Grondwet garanties van objectiviteit moet bieden ⁽⁴⁾.

Bijgevolg dient het ontwerp op deze punten te worden aangevuld.

3. Krachtens artikel 56, § 1, van de gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken "worden de koninklijke ... besluiten ... in het Nederlands en in het Frans (gesteld)". Er behoort ervan uit te worden gegaan dat de bekendmaking in die beide talen een onderdeel is van de "vorm bij de wet bepaald" die krachtens artikel 190 van de Grondwet vereist is opdat een besluit van algemeen bestuur verbindend kan zijn.

⁽⁴⁾ Zo wordt in artikel 9, § 3, van het koninklijk besluit van 22 december 2000 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen, onder meer het volgende bepaald : "(...) De werving en selectie geschiedt in ieder geval op grond van een objectief wervingssysteem dat, naar vorm en inhoud, de nodige waarborgen biedt inzake gelijke behandeling, verbod van willekeur, onafhankelijkheid en onpartijdigheid".

Krachtens artikel 76, §§ 1 en 3, van de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap stelt de Koning de officiële vertaling vast van de besluiten en verordeningen die, binnen de perken van de begrotingskredieten ⁽⁵⁾, opgesteld worden door de arrondissementscommissaris bevoegd voor het Duits taalgebied; die officiële vertaling dient in het Belgisch Staatsblad te worden bekendgemaakt.

In artikel 2, § 2, van het ontwerp is evenwel sprake van het charter van de dienst "Bijzondere Evaluatie", dat als opschrift "DAC Principles for Evaluation of Development Assistance" heeft en als bijlage bij het ontwerpbesluit gaat. Dat document is integraal in het Engels gesteld. Bijgevolg staat het aan de steller van het ontwerp om een Nederlandse en een Franse vertaling van dit document bij te voegen wanneer het ontworpen koninklijk besluit in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt.

Uit de voormelde bepalingen van de gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken en van de wet van 31 december 1983 volgt dat een Nederlandse en een Franse tekst van dat charter als bijlage bij het ontworpen besluit moet worden gevoegd wanneer het bekendgemaakt wordt en dat later de officiële Duitse vertaling van het besluit, die in het Belgisch Staatsblad zal worden bekendgemaakt, vergezeld zal moeten gaan van een Duitse vertaling van dat charter.

Opmerkingen over de Nederlandse tekst van het ontwerp

⁽⁵⁾ In dit verband wordt er aan herinnerd dat het Arbitragehof artikel 76, § 1, van de wet van 31 december 1983 in zijn arrest nr. 59/94 van 14 juli 1994 (overweging B.5.3. en dictum) als volgt heeft uitgelegd :
"Daar het voorbehoud «binnen de perken van de begrotingskredieten» aan de betwiste bepaling elke normatieve draagwijdte zou ontnemen mocht het naar de letter worden genomen en daar het slechts verantwoord is door de omvang van de achterstand, moet het worden gelezen als enkel betrekking hebbende op de teksten daterende van vóór de datum van inwerkingtreding van artikel 16 van de wet van 18 juli 1990, zijnde 1 januari 1989; die teksten moeten geleidelijk worden vertaald naargelang van hun belangrijkheid voor de inwoners van het Duitse taalgebied. Wat de teksten van na die datum betreft, moet de vertaling ervan systematisch zijn en moet zij op de bekendmaking van die teksten in het Belgisch Staatsblad volgen, aangenomen zijnde dat de arrondissementscommissaris over de nodige tijd beschikt om de betrokken vertaling op te stellen en te verspreiden.".

De Nederlandse tekst van het ontwerp is voor verbetering vatbaar. Zo bijvoorbeeld schrijve men in artikel 1 "... die uit ambtelijk oogpunt onder het gezag valt van de voorzitter ...". In artikel 2, § 2, eerste lid, schrijve men "conform" in plaats van "conform aan". In artikel 3 schrijve men "bij een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad"; deze opmerking geldt voor het gehele ontwerp. In artikel 2, § 2, schrijve men "... en legt de termijn vast waarbinnen de kandidaturen moeten worden ingediend". In paragraaf 3 van datzelfde artikel schrijve men "in de stand verlof wegens opdracht" in plaats van "in verlof voor opdracht". In paragraaf 4 van datzelfde artikel schrijve men "De wedde van de Bijzonder Evaluator wordt vastgesteld ...". In artikel 4, tweede lid, schrijve men "... binnen een maand ... aan het parlement over te zenden". In artikel 6 vervange men het woord "aangeduid" door het woord "aangewezen".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Madame
Mevrouw

M.-L. WILLOT-THOMAS,

président de chambre,
kamervoorzitter,

Messieurs
de Heren

P. LIÉNARDY,
P. VANDERNOOT,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

J. van COMPERNOLLE,
B. GLANSDORFF,

assesseurs de la section de législation,
assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame
Mevrouw

C. GIGOT,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par Mme P. VANDERNACHT, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée par M. Y. CHAUFFOUREAUX, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. P. VANDERNACHT, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld door de H. Y. CHAUFFOUREAUX, adjunct-referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. LIÉNARDY.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

C. GIGOT

M.-L. WILLOT-THOMAS